

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
Réception des soumissions - TPSGC / Bid  
Receiving - PWGSC  
1550, Avenue d'Estimauville  
1550, D'Estimauville Avenue  
Québec  
Québec  
G1J 0C7

**INVITATION TO TENDER**  
**APPEL D'OFFRES**

**Tender To: Public Works and Government Services  
Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Soumission aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
TPSGC-PWGSC  
601-1550, Avenue d'Estimauville  
Québec  
Québec  
G1J 0C7

<b>Title - Sujet</b> Restauration sédiments contaminés	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EE517-150315/B	<b>Date</b> 2014-07-29
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> EE517-15-0315	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$QCM-009-16034
<b>File No. - N° de dossier</b> QCM-4-37087 (009)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2014-09-19</b>	
<b>Time Zone</b> Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Thellend, François	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> qcm009
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (418) 649-2889 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (418) 648-2209
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA SANDY BEACH GASPÉ Québec Canada	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> Voir Doc.	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

Solicitation No. - N° de l'invitation

EE517-150315/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

qcm009

Client Ref. No. - N° de réf. du client

EE517-15-0315

File No. - N° du dossier

QCM-4-37087

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

Page laissée vide volontairement.

---

## INVITATION À SOUMISSIONNER

### AVIS IMPORTANT AUX SOUMISSIONNAIRES

#### DRAGUES ET AUTRES OUTILLAGES FLOTTANTS

Une condition obligatoire que doivent rencontrer les soumissions présentées dans le cadre des projets de dragage du gouvernement fédéral est dicté d’une part dans la Clause d’outillage flottant et d’autre part par l’article IG07 “Immatriculation et évaluation préalable de l’outillage flottant”. Le Canada est lié par ces dites obligations.

#### EXIGENCES OBLIGATOIRES

Veuillez vous assurer de respecter les exigences obligatoires de l'article IP10.

## TABLE DES MATIÈRES

### INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

IP01	Dispositions relatives à l'intégrité, renseignements connexes
IP02	Documents de soumission
IP03	Demandes de renseignements pendant l'appel d'offres
IP04	Conférence des soumissionnaires
IP05	Prélèvement d'échantillons de matériaux à draguer
IP06	Révision des soumissions
IP07	Résultats de l'appel d'offres
IP08	Fonds insuffisants
IP09	Période de validité des soumissions
IP10	Exigences obligatoires de la soumission
IP11	Sites Web
IP12	Soumission financière

### R2710T INSTRUCTIONS GÉNÉRALES - SERVICES DE CONSTRUCTION - EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION (IG) (2014-06-26)

Les articles suivants de la clause R2710T sont reproduits sur le site [Web https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R)

IG01	Dispositions relatives à l'intégrité - soumission
IG02	La soumission
IG03	Identité ou capacité civile du soumissionnaire
IG04	Taxes applicables
IG05	Frais d'immobilisation
IG06	Immatriculation et évaluation préalable de l'outillage flottant
IG07	Liste des sous-traitants et fournisseurs
IG08	Exigences relatives à la garantie de soumission
IG09	Livraison des soumissions
IG10	Révision des soumissions
IG11	Rejet de la soumission
IG12	Coûts relatifs aux soumissions
IG13	Numéro d'entreprise – approvisionnement
IG14	Respect des lois applicables
IG15	Approbation des matériaux de remplacement
IG16	Évaluation du rendement
IG17	Conflit d'intérêts / Avantage indus.

### CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01	Exigences relatives à la sécurité
CS02	Conditions d'assurance
CS03	Soutien de prix
CS04	Méthodes de travail choisies et obtention des autorisations
CS05	Remplacement d'individus spécifiques
CS06	Continuité des travaux
CS07	Gestion et règlement des non-conformités
CS08	Domages et intérêts relatifs aux non-conformités
CS09	Domages et intérêts relatifs au calendrier d'exécution
CS10	Conditions de mise en oeuvre
CS11	Utilisation du terrain mis à la disposition de l'Entrepreneur par le ministère Transports Canada

---

## **DOCUMENTS DU CONTRAT (DC)**

### **FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)**

SA01	Identification du projet
SA02	Nom commercial et adresse du soumissionnaire
SA03	Offre
SA04	Période de validité des soumissions
SA05	Acceptation et contrat
SA06	Durée des travaux
SA07	Garantie de soumission
SA08	Signature

### **APPENDICE 1 FORMULAIRE DE PRIX COMBINÉS**

### **APPENDICE 2 LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUS LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT SOIT ADMINISTRATEURS ET OU PROPRIÉTAIRE DE L'ENTREPRISE DU SOUMISSIONNAIRE**

### **APPENDICE 3 ATTESTATION D'ASSURANCE**

### **APPENDICE 5 DEMANDE DE CERTIFICAT DE QUALIFICATION DES ÉQUIPEMENTS FLOTTANTS**

### **APPENDICE 6 MÉTHODE DE TRAVAIL**

### **APPENDICE 7 EXPÉRIENCE DE L'ENTREPRISE**

### **APPENDICE 8 EXPÉRIENCE DU PERSONNEL**

## INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP)

### IP01 DISPOSITIONS RELATIVES A L’INTEGRITE – RENSEIGNEMENTS CONNEXES

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l’article IG01, Dispositions relatives à l’intégrité - soumission des Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission R2710T (2014-06-26). Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l’intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

### IP02 DOCUMENTS DE SOUMISSION

1. Les documents suivants constituent les documents de soumission:
  - a. Appel d’offres - Page 1;
  - b. Instructions particulières aux soumissionnaires
  - c. Instructions générales – services de construction – exigences relatives à la garantie de soumission R2710T (2014-06-26)
  - d. Clauses et conditions identifiées aux “Documents du contrat”;
  - e. Dessins et devis;
  - f. Formulaire de soumission et d’acceptation et tout appendice s’y rattachant; et
  - g. Toute modification émise avant la clôture de l’invitation.

La présentation d’une soumission constitue une affirmation que le soumissionnaire a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

2. Les Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission R2710T sont incorporées par renvoi et reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d’achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

### IP03 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT L’APPEL D’OFFRES

1. Toute demande de renseignements sur l’appel d’offres doit être présentée par écrit à [francois.thellend@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:francois.thellend@tpsgc-pwgsc.gc.ca), l’agent d’approvisionnement dont le nom figure à l’Appel d’offres - Page 1, et ce le plus tôt possible pendant la durée de l’invitation. À l’exception de l’approbation de matériaux de remplacement, comme cela est décrit à l’IG15 de la R2710T toutes les autres demandes de renseignements devraient être reçues au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de l’invitation afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après cette date, il est possible qu’on ne puisse y répondre.
2. Pour assurer la cohérence et la qualité de l’information fournie aux soumissionnaires, l’agent d’approvisionnement examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s’il convient ou non de publier une modification.
3. Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l’appel d’offres doivent être adressées UNIQUEMENT à l’agent d’approvisionnement dont le nom figure à l’Appel d’offres - Page 1. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

#### **IP04 CONFÉRENCE DES SOUMISSIONNAIRES**

Une conférence des soumissionnaires aura lieu aux bureaux de TPSGC au 1550 Avenue D'Estimauville, Québec (Québec), G1J 0C7, le 26 août 2014. Elle débutera à 09:00 et se tiendra à la salle multifonctionnelle. Dans le cadre de la conférence, on examinera la portée du besoin précisé dans la demande de soumissions et on répondra aux questions qui seront posées. Il est recommandé que les soumissionnaires qui ont l'intention de déposer une soumission assistent à la conférence ou y envoient un représentant.

Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec l'autorité contractante avant la conférence pour confirmer leur présence. Ils devraient fournir à l'autorité contractante, par écrit, une liste des personnes qui assisteront à la conférence et des questions qu'ils souhaitent y voir abordées au plus tard le 20 août 2014.

Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la conférence des soumissionnaires sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification. Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la conférence pourront tout de même présenter une soumission.

#### **IP05 PRÉLÈVEMENT D'ÉCHANTILLONS DE MATÉRIAUX À DRAGUER**

1. Les Soumissionnaires pourront prélever des échantillons de matériaux à draguer à des fins d'essais et d'analyses pendant la période de soumission, à condition d'aviser par écrit à [francois.thellend@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:francois.thellend@tpsgc-pwgsc.gc.ca), l'agent d'approvisionnement dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1, au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance.
2. Les Soumissionnaires qui souhaitent procéder à ces prélèvements devront le faire à leurs frais et assurer toute la gestion, la coordination et les risques en lien avec cette activité. Le Canada n'assume aucune responsabilité découlant de ces opérations.

#### **IP06 RÉVISION DES SOUMISSIONS**

Une soumission peut être révisée par lettre ou par télécopie conformément à l'IG10 de la R2710T. Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le (418) 648-2209.

#### **IP07 RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES**

1. Un dépouillement public des soumissions aura lieu au bureau désigné sur la page frontispice «Appel d'offres» pour la réception des soumissions, peu de temps après l'heure indiquée pour la clôture des soumissions.
2. Après la date de clôture pour la réception des soumissions, on peut demander les résultats de l'appel d'offres en téléphonant au numéro de téléphone (418) 649-2888.

#### **IP08 FONDS INSUFFISANTS**

Si la soumission conforme la plus basse dépasse le montant des fonds alloués par le Canada pour les travaux, le Canada pourra

- a. annuler l'appel d'offres; ou
- b. obtenir des fonds supplémentaires et attribuer le contrat au soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse; et/ou
- c. négocier une réduction maximale de 15% du prix offert et/ou de la portée des travaux avec le soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse. Si le Canada n'arrive pas à une entente satisfaisante, il exercera l'option a) ou b).

## IP09 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

1. Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des soumissions tel que précisé à la SA04 du Formulaire de soumission et d'acceptation. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les soumissionnaires auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
2. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. de l'IP08 est acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada poursuivra alors sans tarder l'évaluation des soumissions et les processus d'approbation.
3. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. de l'IP08 n'est pas acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion,
  - a) poursuivre l'évaluation des soumissions de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
  - b) annuler l'appel d'offres.
4. Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'IG11 de R2710T

## IP10 EXIGENCES OBLIGATOIRES DE LA SOUMISSION

Une soumission doit respecter toutes les exigences obligatoires de l'appel d'offres pour être déclarée recevable, y compris celles contenues dans d'autres rubriques du présent appel d'offres, incluant les instructions, conditions et clauses intégrées par renvoi dans l'appel d'offres.

Si le Canada demande au soumissionnaire de fournir des informations ou documents dans un délai précis établi dans cet article ou dans une demande écrite faite au soumissionnaire, le défaut de fournir ces documents ou informations dans le délai prescrit aura pour effet de rendre la soumission irrecevable.

### Exigences obligatoires à la fermeture des soumissions

**Documents obligatoires devant accompagner la soumission:**

***Tout document énuméré ci-dessous, relatif aux critères 1.1 à 1.5, qui sera manquant à la fermeture des soumissions aura pour effet de rendre la soumission irrecevable.***

		Référence
1.1	Le soumissionnaire doit remplir le Formulaire des prix combinés.  <b><u>ATTENTION: PRENEZ NOTE DES LIMITES IMPOSÉES À CERTAINS ARTICLES DU TABLEAU DES PRIX – CES LIMITATIONS SONT DÉCRITES DANS LA SECTION "DESCRIPTION DES ARTICLES AU TABLEAU DES PRIX" DE L'APPENDICE 1.</u></b>	Appendice 1 du présent document d'appel d'offres
1.2	Fournir la garantie de soumission conformément à l'IG08 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION de la clause R2710T "Instructions générales – Services de construction – Exigences relatives à la garantie de soumission"	<ul style="list-style-type: none"><li>• Clause IG08 de la clause R2710T</li><li>• Clauses SA04 et SA07 du Formulaire de soumission et d'acceptation</li><li>• Formulaire de cautionnement: <a href="http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/504-fra.html">http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/504-fra.html</a></li></ul>

## Exigences obligatoires à la fermeture des soumissions

### Documents obligatoires devant accompagner la soumission:

***Tout document énuméré ci-dessous, relatif aux critères 1.1 à 1.5, qui sera manquant à la fermeture des soumissions aura pour effet de rendre la soumission irrecevable.***

		Référence
1.3	Respecter les exigences sur l'équipement en vertu de l'article IG06 "Immatriculation et évaluation préalable de l'outillage flottant" de la clause R2710T Instructions générales – Services de construction – Exigences relatives à la garantie de soumission:	
1.3.1	<p>Présenter une soumission sur la base que <b>la(les) drague(s) et autres outillages (équipements) flottants qui seront utilisés pour l'exécution des travaux sont immatriculés au Canada.</b></p> <p>Le soumissionnaire <b>doit</b> identifier <b>la(les) drague(s) et autres outillages (équipements) flottants (chalands, remorqueurs et équipements de soutien)</b>, qu'il utilisera durant toute la durée du contrat en complétant l'<b>appendice 4</b> et fournir cet appendice avec sa soumission.</p> <p>Au besoin, le soumissionnaire devra démontrer, dans un délai de quarante-huit (48) heures suivant la demande écrite du Canada, que la ou les drague(s) ou les équipements sont immatriculés au Canada.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Clause IG06 de la clause R2710T</li> <li>• Appendice 4 – "Description de l'outillage flottant" du présent document d'appel d'offres</li> </ul>
1.3.2	<p><b>Joindre à sa soumission une copie du certificat de qualification émis par Industrie Canada si la(les) drague(s) ou autre(s) outillage(s) flottant(s) qui sera (seront) utilisé(s) pour l'exécution des travaux N'EST PAS (NE SONT PAS) DE FABRICATION CANADIENNE.</b></p> <p>Si, au moment de la fermeture des soumissions, ce certificat n'est pas joint à la soumission pour l'un ou l'autre des dragues ou équipements de fabrication étrangère indiqués à l'appendice 4, ceci aura pour effet de rendre la soumission irrecevable.</p> <p>Voir l'appendice 5 pour un modèle de demande de certificat à Industrie Canada.</p> <p>Si l'équipement est canadien, aucun document ne doit être fourni pour ce critère.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Clause IG06 de la clause R2710T</li> <li>• Appendice 5 du présent document d'appel d'offres</li> </ul>
1.4	<p>Le Soumissionnaire devra indiquer clairement dans sa soumission les méthodes de travail qu'il choisit pour le dragage et la gestion des matériaux dragués parmi celles autorisées par le Décret, émis par le Gouvernement du Québec.</p> <p><b>Vous devez utiliser les fiches présentées à l'appendice 6.</b></p> <p>Notez que l'acceptation d'une soumission ne constitue pas une acceptation de la méthode de travail présentée en réponse à cette exigence obligatoire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appendice 6 du présent document d'appel d'offres</li> </ul>

## Exigences obligatoires à la fermeture des soumissions

### Documents obligatoires devant accompagner la soumission:

***Tout document énuméré ci-dessous, relatif aux critères 1.1 à 1.5, qui sera manquant à la fermeture des soumissions aura pour effet de rendre la soumission irrecevable.***

		Référence
1.5	Exigences obligatoires du soumissionnaire:	
1.5.1	<p><b>Expérience de l'entreprise:</b></p> <p>Le Soumissionnaire doit démontrer qu'il possède l'expertise en dragage, en gestion des enjeux environnementaux lors de travaux de dragage ainsi qu'en gestion de matériaux contaminés (sédiments ou sols). À cet effet, le Soumissionnaire doit présenter, sous forme de fiches de projet, trois projets complétés entre <u>le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et la date de clôture de l'appel d'offres.</u></p> <p><b>PROJET 1</b> – Projet de dragage, réalisé sur une seule année, d'une valeur minimale d'un million de dollars (1M\$) et d'un volume d'au moins 15 000 m<sup>3</sup> de matériaux dragués. Le projet doit avoir été complété entre le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et la date de clôture de l'appel d'offres.</p> <p><b>PROJET 2</b> – Projet de dragage avec gestion de sédiments contaminés ou un projet de dragage avec gestion des matières en suspension (MES) et de la turbidité nécessitant l'application de mesures d'atténuation particulières et la surveillance des travaux (contrôle) par une firme spécialisée dans le domaine. Le projet doit avoir été complété entre le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et la date de clôture de l'appel d'offres.</p> <p><b>PROJET 3</b> – Projet de gestion de matériaux contaminés (sédiments ou sols) d'une valeur minimale d'un million de dollars (1 M\$) et d'un volume d'au moins 5 000 m<sup>3</sup> impliquant la ségrégation des matériaux selon plusieurs niveaux de contamination. Le projet doit avoir été complété entre le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et la date de clôture de l'appel d'offres.</p> <p><b>Vous devez utiliser les fiches de projet présentées à l'appendice 7.</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appendice 7 du présent document d'appel d'offres</li> </ul>
1.5.2	<p><b>Exigences pour le personnel occupant les postes clés :</b></p> <p><b>1. Directeur de projet :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>A cumulé au moins dix (10) années d'expérience en gestion de projet.</li> <li>A dirigé au moins deux (2) projets d'une valeur de cinq millions de dollars (5 M\$) ou plus où il était responsable de la sécurité du chantier, de la protection de l'environnement et de la qualité des travaux.</li> </ol> <p><b>2. Surintendant des travaux de dragage :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>A cumulé au moins dix (10) années d'expérience à titre de surintendant de travaux de dragage réalisés à partir d'équipements flottants dans des voies navigables commerciales et/ou dans des ports commerciaux.</li> <li>A supervisé au moins deux (2) projets de dragage d'une valeur d'un million de dollars (1 M\$) ou plus sur lesquels il devait appliquer les exigences gouvernementales relatives aux travaux en milieu aquatique.</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appendice 8 du présent document d'appel d'offres</li> </ul>

## Exigences obligatoires à la fermeture des soumissions

### Documents obligatoires devant accompagner la soumission:

***Tout document énuméré ci-dessous, relatif aux critères 1.1 à 1.5, qui sera manquant à la fermeture des soumissions aura pour effet de rendre la soumission irrecevable.***

	Référence
<p><b>3. Responsable de l'Environnement :</b></p> <p>a. A cumulé au moins cinq (5) années d'expérience dans la gestion de sols ou de sédiments contaminés au Québec.</p> <p>b. A participé à au moins deux (2) projets d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 \$) ou plus à titre de responsable de l'environnement et pour lesquels il devait assurer le suivi de la conformité des travaux à la réglementation applicable des gouvernements fédéral, provincial et municipal.</p> <p>Le Soumissionnaire doit démontrer que le personnel occupant les postes clés possède l'expérience minimale requise pour la réalisation du projet en présentant <b>les fiches de projet présentées à l'appendice 8.</b></p> <p>Les postes clés doivent être occupés par des personnes distinctes.</p> <p><b>NOTE:</b> <u>Au moins une des trois personnes proposées pour un poste clé doit avoir réalisée au moins un (1) projet de dragage avec gestion de sédiments contaminés ou un projet de dragage avec gestion des matières en suspension (MES) et de la turbidité nécessitant l'application de mesures d'atténuation particulières et la surveillance des travaux (contrôle) par une firme spécialisée dans le domaine. Cette personne doit avoir occupé, lors de la réalisation dudit projet de dragage avec gestion de sédiments contaminés, un poste similaire à celui pour lequel elle est proposée dans le cadre du présent projet.</u></p>	

### IP11 SITES WEB

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Appendice L du Conseil du Trésor, Compagnies de cautionnement reconnues

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494&section=text#appl>

Achats et ventes <https://achatsetventes.gc.ca/>

Sanctions économiques canadiennes <http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/504.pdf>

Cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505.pdf>

---

Cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux (formulaire PWGSC-TPSGC 506)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/506.pdf>

Guide des clauses et conditions uniformisées d'achats (CCUA) <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

Services de sécurité industrielle <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/index-fra.html>

TPSGC, Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire (PWGSC-TPSGC 229)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html#f229>

TPSGC, Formulaires relatifs à l'administration des contrats de construction et de services d'experts-conseils <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>

## **IP12 SOUMISSION FINANCIÈRE**

Le montant total de la soumission exclut les taxes

## CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

### CS01 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### CS02 CONDITIONS D'ASSURANCE

#### 1. Polices d'assurance

- a. L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, les polices d'assurance conformément aux exigences de l'Attestation d'assurance (de l'appendice 3). L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada.
- b. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

#### 2. Période d'assurance

- a. Les polices exigées à l'Attestation d'assurance doivent prendre effet le jour de l'attribution du contrat et demeurer en vigueur pendant toute la durée du contrat.
- b. Il incombe à l'entrepreneur de fournir et de maintenir la couverture pour produits/travaux complétés de sa police d'assurance responsabilité civile des entreprises et ce pour un délai minimum de (6) six ans suivant la date du Certificat d'achèvement substantiel.

#### 3. Preuve d'assurance

- a. Avant le début des travaux, et au plus tard trente (30) jours après l'acceptation de sa soumission, l'entrepreneur doit remettre au Canada une Attestation d'assurance sur le formulaire fournis.
- b. À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément à l'Attestation d'assurance.

#### 4. Indemnités d'assurance

En cas de sinistre, l'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

#### 5. Franchise

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

### CS03 SOUTIEN DES PRIX

Le soumissionnaire doit fournir, à la demande du Canada, un ou plusieurs des documents suivants pour justifier le prix, si cela s'applique :

- a. la liste de prix publiée courante, indiquant l'escompte, en pourcentage, offert au Canada; ou
- b. une copie des factures payées pour une qualité et une quantité semblables de biens, de services ou les deux vendus à d'autres clients; ou
- c. une ventilation des prix indiquant le coût de la main-d'oeuvre directe, des matières directes et des articles achetés, les frais généraux des services techniques et des installations, les frais généraux globaux et administratifs, les coûts de transport, etc., et le bénéfice; ou
- d. des attestations de prix ou de taux; ou
- e. toutes autres pièces justificatives demandées par le Canada.

#### **CS04 MÉTHODES DE TRAVAIL CHOISIES ET OBTENTION DES AUTORISATIONS**

- 1) Le Soumissionnaire est entièrement responsable de la conformité de sa ou ses méthodes de travail avec les exigences du Décret. L'Entrepreneur sera responsable d'obtenir toutes les autorisations et permis requises pour mettre en œuvre la ou les méthodes de travail qu'il a choisies, y compris le certificat d'autorisation du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). Advenant qu'une autorité gouvernementale retarde ou refuse d'émettre une autorisation ou un permis, pour une partie ou la totalité de la méthode de travail proposée par l'Entrepreneur, ce dernier n'aura droit à aucun délai additionnel dans le calendrier d'exécution du projet ni à aucune somme monétaire supplémentaire. L'Entrepreneur sera l'unique responsable des méthodes et technologies proposées et, par conséquent, de l'obtention de toutes les autorisations et permis nécessaires à leur mise en œuvre. Ainsi, en cas de refus de la méthode de travail par une autorité gouvernementale, il sera de l'entière responsabilité de l'Entrepreneur de soumettre, à ses frais, une nouvelle méthode de travail acceptable et ce, dans les meilleurs délais. Ces changements ne devront entraîner aucun changement de prix ni aucun changement dans le calendrier d'exécution du projet.
- 2) L'Entrepreneur doit transmettre les demandes d'autorisation qu'il aura préparées au représentant du Ministère dans les délais et selon les prescriptions de la section 01 33 00 – Documents et échantillons à soumettre.

#### **CS05 REMPLACEMENT D'INDIVIDUS SPÉCIFIQUES**

1. Si des individus spécifiques sont identifiés dans le contrat pour exécuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir les services de ces individus, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.
2. Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services de tout individu spécifique identifié dans le contrat, l'entrepreneur doit fournir les services d'un remplaçant qui possède les qualifications et l'expérience similaires. Le remplaçant doit satisfaire aux critères utilisés pour la sélection de l'entrepreneur et être acceptable pour le Canada. L'entrepreneur doit, le plus tôt possible, aviser l'autorité contractante du motif du remplacement de l'individu et fournir:
  - a. le nom du remplaçant proposé ainsi que ses qualifications et son expérience; et
  - b. la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée accordée par le Canada, s'il y a lieu.
3. L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre et retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

#### **CS06 CONTINUITÉ DES TRAVAUX**

1. À partir du début de la mobilisation au chantier, l'Entrepreneur est tenu d'assurer la continuité des activités au chantier sans interruption. L'Entrepreneur est tenu de respecter le calendrier d'exécution (et le Plan d'ensemble) qui sera déposé au représentant Ministériel et de respecter l'horaire de travail prévu. Toute modification au plan d'ensemble et à l'horaire de travail devra être préalablement approuvée par le représentant du Ministère.

2. Pour chacune des activités qui suivent, l’Entrepreneur devra préciser lors du dépôt du Plan d’ensemble, les dates de début et de fin, de même que les horaires de travail, tel qu’illustré au tableau suivant.

Activité	Plan d’ensemble		Horaire de travail	
	Date de début	Date de fin	Nb de jours par semaine de travail	Nb d’heures par jour de travail
Mobilisation terrestre				
Mobilisation maritime				
Mise en place des installations de chantier				
Dragage				
Assèchement et/ou traitement des matériaux dragués;				
Transport et gestion finale des matériaux dragués				
Remise en état des lieux				

## CS07 GESTION ET RÈGLEMENT DES NON-CONFORMITÉS

1. La gestion des non-conformités doit être réalisée conformément aux exigences des plus récentes normes ISO 9001 et ISO 14001.
2. Le non-respect par l’Entrepreneur d’une obligation technique, d’une exigence contractuelle, des documents soumis par l’Entrepreneur et approuvé par le représentant du Ministère, d’une exigence légale ou d’une exigence imposée par une autorité compétente (port de Gaspé, ville de Gaspé, MDDELCC, MPO, Garde Côtière, etc.) aux termes d’une autorisation qu’elle a délivrée, constitue une non-conformité.
3. Une non-conformité peut être détectée par le représentant du Ministère, l’Entrepreneur, ou par une autorité compétente lors d’une visite, d’une inspection ou d’un audit effectué par l’un d’eux. La non-disponibilité d’enregistrements (preuves) démontrant la conformité constitue en soi une non-conformité.
4. Lors du constat d’une non-conformité, l’Entrepreneur doit immédiatement en informer le représentant du Ministère.
5. L’Entrepreneur doit remédier dans l’immédiat (soit lorsqu’il en est informé verbalement, par courriel ou par un Avis de non-conformité), par la mise en œuvre du ou des correctifs nécessaires, à toute situation non-conforme ayant un impact sur la santé, la sécurité, les utilisateurs de quai, la population, l’environnement et la qualité des travaux. L’Entrepreneur doit informer le représentant du Ministère des correctifs apportés afin de remédier à la situation non-conforme. Le représentant du Ministère peut exiger à l’Entrepreneur, sans aucun frais supplémentaires, d’apporter des correctifs additionnels si ceux appliqués ne sont pas satisfaisants.

6. L'Entrepreneur doit compléter un rapport de non-conformité (dont le canevas sera fourni par le représentant du Ministère suite à l'octroi du Contrat) et le remettre au représentant du Ministère, au plus tard, dans les 24 heures suivant le constat de la situation non-conforme. En plus de l'identification de la non-conformité, de la cause de celle-ci et du correctif apporté pour faire cesser la non-conformité dans l'immédiat, ce rapport devra comprendre les actions correctives (sous la forme d'un plan d'action) qui seront mises en œuvre afin d'éviter que ce type de non-conformité ne se reproduisent dans le futur. Il devra également inclure les résultats du suivi de l'efficacité des actions correctives mises en œuvre. Les actions correctives devront, avant d'être mises en œuvre, être soumises au représentant du Ministère pour approbation.
7. Le délai maximum de mise en œuvre des actions correctives devra être inférieur à 5 jours, comptabilisé à partir du moment où la non-conformité a été détectée, à moins qu'un délai supplémentaire ne soit octroyé par écrit par le représentant du Ministère. Le délai de mise en œuvre des actions correctives ne pourra en aucun temps servir de justificatif à la réapparition d'une non-conformité.
8. L'Entrepreneur doit maintenir un registre électronique des non-conformités, incluant l'inscription de la non-conformité, le suivi de son état, etc. Le canevas de ce registre sera fourni par le représentant du Ministère suite à l'octroi du Contrat. Le registre doit être mis à jour et acheminé au représentant du Ministère sur une base quotidienne.
9. Afin de démontrer que les correctifs apportés ont permis de corriger la non-conformité, l'Entrepreneur devra recueillir et transmettre les enregistrements (preuves) nécessaires et avoir complété le registre à cet effet.
10. Suite à leurs mises en œuvre, l'Entrepreneur devra évaluer l'efficacité des actions correctives et documenter au rapport de non-conformité.
11. La non-conformité sera fermée lorsque le registre aura été complété et que le représentant du Ministère aura vérifié et confirmé l'efficacité des actions correctives mises en place.
12. Aucun délai au calendrier des travaux, ni aucun paiement supplémentaire ne sera octroyé pour cause de non-conformité.
13. Les non-conformités seront revues lors des réunions de chantier.
14. Des pénalités financières pourront être imposées pour les non-conformités.

#### **CS08 DOMMAGES ET INTÉRÊTS RELATIFS AUX NON-CONFORMITÉS**

1. Le représentant du Ministère pourra imposer des dommages et intérêts à l'Entrepreneur à l'égard de la gestion et du règlement des non-conformités, en fonction du barème suivant :
  - a. Une somme de 500,00 \$ en dommages et intérêts pour une non-conformité détectée par l'Entrepreneur (et dont le rapport a été envoyé au représentant du Ministre comme preuve de détection), dans le cas où le correctif et/ou les actions correctives n'ont pas été apportées conformément aux prescriptions contractuelles.
  - b. Une somme de 1 000,00 \$ en dommages et intérêts pour une non-conformité non-détectée par l'Entrepreneur. Cette somme sera de 2 000,00 \$ pour la seconde non-conformité de même type, ainsi que les subséquentes.
  - c. Une somme de 1 000,00 \$ en dommages et intérêts pour une non-conformité dont le correctif ou les actions correctives n'ont pas été apportées conformément aux prescriptions contractuelles. Cette somme sera de 2 000,00 \$ pour la seconde non-conformité de même type, ainsi que les subséquentes.
2. En plus des dommages et intérêts prévues à l'article ci-dessus, l'Entrepreneur devra rembourser au Ministère le coût de tout dommages et intérêts imposé par une autorité compétente (port de Gaspé, ville de Gaspé, MDDELCC, MPO, TC, Garde Côtière, etc.) pour une non-conformité de l'Entrepreneur aux termes d'une autorisation qu'elle a délivrée.

3. En plus des dommages et intérêts prévus aux articles ci-dessus, l'Entrepreneur est responsable de payer tous les frais pour les préjudices subis, notamment, les frais de réparation pour tout dommage qu'il cause à des structures, infrastructures et installations dans la Zone d'intervention ainsi qu'à l'extérieur de celle-ci.
4. Les dommages et intérêts seront déduits des paiements progressifs et du paiement final.

#### **CS09 DOMMAGES ET INTÉRÊTS RELATIFS AU CALENDRIER D'EXÉCUTION**

1. Le Représentant du Ministère imposera des dommages et intérêts à l'Entrepreneur s'il ne respecte pas les dates suivantes dans l'exécution du contrat :
  - a. Le 31 août 2016 pour la fin des travaux de dragage dans les zones de dragage A à L.
  - b. Le 21 décembre 2016 pour l'émission du certificat d'achèvement définitif des travaux, conformément à l'article CG5.6 des conditions générales.
2. Les dommages et intérêts pour le non-respect des dates indiquées à l'article ci-dessus seront imposées à l'Entrepreneur selon les modalités suivantes :
  - a. Une somme de 4 000,00 \$ en dommages et intérêts par jour de retard sera imposée à l'Entrepreneur pour n'avoir pas respecté la date du 31 août 2016 pour la fin des travaux de dragage dans les zones A à L.
  - b. Une somme de 4 000,00 \$ en dommages et intérêts par jour de retard sera imposée à l'Entrepreneur pour n'avoir pas respecté la date du 21 décembre 2016 pour l'émission du certificat d'achèvement des travaux.
3. Les dommages et intérêts seront déduits des paiements progressifs et du paiement final.

#### **CS10 CONDITIONS DE MISE EN OEUVRE**

1. Avant de présenter sa soumission, il est de la responsabilité de l'Entrepreneur soumissionnaire de se rendre à l'endroit des travaux et d'obtenir tous les renseignements nécessaires concernant la nature et la portée des travaux, ainsi que l'ensemble des conditions pouvant influencer sur l'exécution desdits travaux.
2. Par le fait même du dépôt de sa soumission, l'Entrepreneur reconnaît s'être assuré de la nature et de la situation géographique des travaux, des conditions générales et locales, particulièrement des conditions météorologiques ou climatiques, de l'agitation du plan d'eau, des niveaux des marées, des conditions physiques propres à l'emplacement des travaux, de la nature du sol et des fonds marins, de la nature des matériaux à draguer et de toute autre circonstance susceptible d'avoir une incidence sur les conditions d'exécution du contrat et sur la valeur des travaux.

#### **CS11 UTILISATION DU TERRAIN MIS À LA DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR PAR LE MINISTÈRE TRANSPORTS CANADA**

1. Transports Canada mettra à la disposition de l'Entrepreneur, sans frais, un terrain d'une superficie d'environ 5 000 m<sup>2</sup> ainsi qu'une aire de travail et d'accostage sur le quai commercial de Gaspé, à l'emplacement et selon les dimensions montrées au dessin ENV2.
2. L'Entrepreneur est tenu de compléter une entente avec Transports Canada à cet effet, en s'engageant à remettre les lieux dans leurs conditions originales. Transports Canada procèdera à une caractérisation préalable du terrain au printemps 2015, avant la mobilisation de l'Entrepreneur. Une deuxième caractérisation sera effectuée à la fin des travaux et de l'occupation des lieux par l'Entrepreneur. La réception définitive des travaux ne sera pas déclarée tant que toutes les non-conformités ne seront pas réglées.
3. Le terrain de Transports Canada pourra être utilisé pour installer les roulottes de chantier, le stationnement de véhicules automobiles, les installations sanitaires et pour y stationner de la machinerie lourde. Le ravitaillement en carburant de la machinerie lourde (pelle, chargeur, etc.) ou des équipements marins devra se faire uniquement via des camions citernes. L'Entrepreneur ne pourra pas installer de réservoir de carburant sur le terrain de Transports Canada. En principe, la drague devra être ravitaillée à partir de la surface du quai commercial de Gaspé.

## DOCUMENTS DU CONTRAT (DC)

1. Les documents suivants constituent le contrat:
  - a. Page « Contrat » une fois signée par le Canada;
  - b. Formulaire de soumission et d'acceptation et tout Appendice s'y rattachant rempli(s) en bonne et due forme;
  - c. Dessins et devis;
  - d. Conditions générales et clauses:

CG1	Dispositions générales – Services de construction	R2810D	(2014-06-26);
CG2	Administration du contrat	R2820D	(2014-06-26);
CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2014-03-01);
CG4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
CG5	Modalités de paiement	R2850D	(2014-06-26);
CG6	Retards et modifications des travaux	R2860D	(2013-04-25);
CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2008-05-12);
CG8	Règlement des différends	R2882D	(2008-12-12);
CG9	Garantie contractuelle	R2890D	(2014-06-26);
CG10	Assurances	R2900D	(2008-05-12);
	Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1	R2950D	(2014-06-26);
	Conditions supplémentaires		
  - e. Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
  - f. Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission; et
  - g. Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux conditions générales.
2. Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>
3. La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.

## FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)

### SA01 IDENTIFICATION DU PROJET

Restauration des sédiments du fond marin au port de Gaspé – Sandy Beach (Québec).

### SA02 NOM COMMERCIAL ET ADRESSE DU SOUMISSIONNAIRE

Nom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_ Télécopieur: \_\_\_\_\_ NEA \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

### SA03 OFFRE

Le soumissionnaire offre au Canada d'exécuter les travaux du projet mentionné ci-dessus, conformément aux documents de soumission pour le **MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION INDIQUÉ DANS L'APPENDICE 1.**

### SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

La soumission ne peut être retirée pour une période de **soixante (60) jours** suivant la date de clôture de l'invitation.

### SA05 ACCEPTATION ET CONTRAT

À l'acceptation de l'offre de l'entrepreneur par le Canada, un contrat exécutoire est formé entre le Canada et l'entrepreneur. Les documents constituant le contrat sont ceux mentionnés aux Documents du contrat.

### SA06 DURÉE DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit exécuter les travaux entre la date d'octroi et le **21 décembre 2016.**

### SA07 GARANTIE DE SOUMISSION

Le soumissionnaire joint à sa soumission une garantie de soumission conformément à l'IG08 - Exigences relatives à la garantie de soumission de la R2710T -Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission

### SA08 SIGNATURE

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire (Tapés ou lettres moulées)

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

## APPENDICE 1 - FORMULAIRE DE PRIX COMBINÉS

- 1) Les prix unitaires seront retenus pour établir le montant total des prix calculés. Toute erreur arithmétique à cet appendice sera corrigée par le Canada.
- 2) Le Canada peut rejeter la soumission si quelconque des prix soumis ne tient pas fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique

### TABEAU DES PRIX

Article	Référence au devis	Catégorie de main d'œuvre, outillage ou matériaux	Unité de mesure	Quantité estimée <sup>(1)</sup>			Prix unitaire (PU) excluant les taxes	Prix calculé (QT x PU) excluant les taxes
				Travaux de base <sup>(2)</sup>	Travaux en option <sup>(3)</sup>	Quantité totale (QT)		
1. Postes forfaitaires								
1.1	01 50 00	Mobilisation et démobilisation terrestre	Lot	1	0	1	\$ _____	\$ _____
1.2	01 50 00	Démobilisation et remobilisation terrestre <sup>(4)</sup>	Lot	0	1	1	\$ _____	\$ _____
1.3	01 50 00	Mobilisation et démobilisation maritime	Lot	1	0	1	\$ _____	\$ _____
1.4	01 50 00	Démobilisation et remobilisation maritime <sup>(4)</sup>	Lot	0	1	1	\$ _____	\$ _____
1.5	01 52 00	Installation de chantier	Lot	1	0	1	\$ _____	\$ _____
1.6	01 52 00	Installation de chantier <sup>(4)</sup>	Lot	0	1	1	\$ _____	\$ _____
1.7	35 20 23	Rideau de confinement <sup>(5)</sup>	Lot	1	0	1	\$ _____	\$ _____
Total - postes à prix forfaitaire								\$ _____

Article	Référence au devis	Catégorie de main d'œuvre, outillage ou matériaux	Unité de mesure	Quantité estimée <sup>(1)</sup>			Prix unitaire (PU) excluant les taxes	Prix calculé (QT x PU) excluant les taxes
				Travaux de base <sup>(2)</sup>	Travaux en option <sup>(3)</sup>	Quantité totale (QT)		
2. Postes à prix unitaire <sup>(6)</sup>								
2.1	35 20 23	Dragage	m³mp	23 720	3 610	27 330	\$ _____	\$ _____
2.2	35 20 23A	Gestion des matériaux dragués	m³mp	23 720	3 610	27 330	\$ _____	\$ _____
2.3	35 20 23	Dragage supplémentaire	m³mp	2 000	500	2 500	\$ _____	\$ _____
2.4	35 20 23A	Gestion des matériaux dragués supplémentaires	m³mp	2 000	500	2 500	\$ _____	\$ _____
2.5	35 20 23	Temps d'attente	Heure	80	20	100	\$ _____	\$ _____
Total - postes à prix unitaire								\$ _____

<b>GRAND TOTAL – Total des postes à prix forfaitaire et à prix unitaire (taxes applicables en sus) :</b>	\$ _____
--	----------

m³mp = mètres cubes mesurés en place au moyen des levés hydrographiques avant et après dragage.

**Notes :**

- <sup>(1)</sup> Pour les postes à prix unitaire, les quantités des Travaux de base et des Travaux en option pourront être exercées en tout ou en partie.
- <sup>(2)</sup> Travaux de base : polygones de dragage A, B, C, D, E, F, G.
- <sup>(3)</sup> Travaux en option : polygones de dragage H, I, J, K, L.
- <sup>(4)</sup> Cet article sera payable uniquement dans le cas où l'Entrepreneur a complété les Travaux de base en 2015 et que la réalisation des Travaux en option doit se compléter en 2016.
- <sup>(5)</sup> Les travaux de dragage dans les Polygones de dragage A à E doivent obligatoirement faire l'objet d'un confinement.
- <sup>(6)</sup> Pour les travaux rémunérés sur la base de prix unitaires, à l'exception de l'article 2.5, les dispositions de la clause CG6.4.3 de la Section R2860D s'appliqueront à la quantité pour les Travaux de base dans le cas où la quantité est inférieure à 85%, alors qu'elles s'appliqueront à la quantité totale (Travaux de base plus Travaux en option) dans le cas où la quantité finale est supérieure à 115%. L'article 2.5 est exclus de l'application de la clause CG6.4.3 de la Section R2860D.

## DESCRIPTION DES ARTICLES AU TABLEAU DES PRIX

### GÉNÉRALITÉS

1. Le paiement des prix du Contrat indiqués au Tableau des prix constituera une compensation complète pour la mobilisation, la démobilisation, la supervision, la main-d'œuvre, les équipements, les outils, les matériaux, le transport et les autres services qui sont nécessaires à la réalisation des travaux.
2. À moins d'indication contraire, les prix contractuels comprennent le dragage, la gestion des matériaux dragués, l'excavation en tranchée ou à ciel ouvert et les puits d'exploration, lorsque de tels travaux sont requis, l'enlèvement des arbustes, des broussailles, des débris, etc., le creusage tant à la main qu'à la machine, le pompage et l'éclayage requis, le soutènement des services et ouvrages existants, le détournement de fossés, ponceaux, égouts et drains, la construction de digues, de bassins, de plates-formes, etc., le compactage de matériaux granulaires, etc.
3. Les volumes (articles rémunérés au mètre cube mesuré en place) considérés pour fins de paiement seront établis à partir de levés hydrographiques avant et après dragage. Le Canada procèdera à ses frais à : (1) un levé complet de tous les Polygones de dragage avant le début des travaux de dragage, (2) un levé par groupe de Polygones de dragage après dragage (sondage de vérification), et (3) un seul levé supplémentaire (sondage d'acceptation finale) par groupe de Polygones de dragage, pour les zones ne respectant pas les critères d'acceptation définis au devis et aux dessins lors du sondage de vérification. Tout autre levé supplémentaire requis en vue de l'acceptation des zones de dragage sera effectué par le représentant du Ministère, aux frais de l'Entrepreneur.
4. Les prix contractuels au Tableau des prix couvrent les coûts de toutes les activités nécessaires à l'atteinte des objectifs du projet, incluant sans s'y limiter la conception des ouvrages, l'obtention de toutes les autorisations et permis requis pour l'exécution du Contrat y compris les tarifs à payer au MDDELCC pour obtenir le certificat d'autorisation (voir Section 01 33 00 – *Documents et échantillons à soumettre*), la préparation et l'assistance aux réunions, la préparation et la soumission de documents et d'échantillons, la mise en œuvre de procédures spéciales pour réguler la circulation, la mise en œuvre de procédures spéciales pour les sites contaminés, la mise en œuvre du programme de prévention en santé et sécurité du travail, la protection des services d'utilités publiques et privés, des repères légaux et/ou géodésiques ainsi que des aménagements existants devant être conservés, les chemins de service temporaires et la signalisation, la protection de l'environnement, le contrôle du bruit et des poussières, le nivellement et le nettoyage du terrain, le contrôle de la qualité, les frais de raccordement et d'utilisation des services d'utilités temporaires, de même que toute autre activité requise pour l'exécution du Contrat mais qui ne fait pas l'objet d'un article particulier dans le Tableau des prix.
5. L'approbation par le représentant du Ministère des programmes de travail et des autres documents soumis par l'Entrepreneur ne décharge pas l'Entrepreneur de son obligation de performance. L'approbation du représentant du Ministère doit être considérée comme une étape du processus de contrôle de la qualité. Suite à l'approbation du représentant du Ministère et, ce, même si les méthodes, procédures ou matériaux approuvés ne donnent pas les résultats escomptés, l'Entrepreneur demeure entièrement responsable du respect des exigences spécifiées au devis et aux dessins.
6. Les prix contractuels couvrent également l'ensemble des coûts directs et indirects encourus par l'Entrepreneur pour la réalisation complète des travaux, incluant l'administration, le profit, les pénalités financières pour les non-conformités et les pénalités financières pour les retards sur le calendrier d'exécution des travaux. L'Entrepreneur doit tenir compte **qu'un maximum de 60 % de la valeur du Contrat pourra être facturé au 31 mars 2016 et que la balance de la valeur des travaux effectués et approuvés par le représentant du Ministère devra être facturée suite à l'émission du certificat d'achèvement des travaux.**
7. Trente (30) jours de calendrier avant la fin planifiée des activités de dragage pour les Travaux de base (voir section 35 20 23 – *Dragage*), le représentant du Ministère avisera l'Entrepreneur de sa décision de se prévaloir de son droit de faire réaliser les Travaux en option.

8. Les articles 1.1 à 1.6 *Mobilisation et démobilisation terrestre et maritime, Démobilisation et remobilisation terrestre et maritime et Installations de chantier* seront payés selon les modalités suivantes :
1. Lorsque l'Entrepreneur aura complété sa mobilisation terrestre et maritime ainsi que ses installations de chantier et lorsqu'il aura complété cinq (5) jours de dragage, le Canada paiera à l'Entrepreneur soixante pour cent (60 %) du montant qui sera soumis aux articles spécifiques du Tableau des prix.
  2. Le paiement de soixante pour cent (60 %) du montant total des articles 1.1 à 1.6 ne pourra pas excéder dix pour cent (10 %) de la valeur totale du Contrat. La portion restante sera incluse dans le paiement final du Contrat, suite à l'émission du certificat d'achèvement des travaux.
  3. Si l'Entrepreneur n'arrive pas à compléter les Travaux de base en 2015, il n'aura pas droit à un paiement pour les articles 1.2, 1.4 et 1.6 du Tableau des prix.
9. Le prix soumissionné pour l'article 2.2 – *Gestion des matériaux dragués* ne pourra pas être inférieur à 250 % du prix soumissionné pour l'article 2.1 – *Dragage* (par exemple : coût du *Dragage* = 1 M\$; coût minimal de la *Gestion des matériaux dragués* = 2,5 M\$). De la même manière, le prix soumissionné pour l'article 2.4 – *Gestion des matériaux dragués supplémentaires* ne pourra pas être inférieur à 250 % du prix soumissionné pour l'article 2.3 – *Dragage supplémentaire*.

## 1. POSTES À PRIX FORFAITAIRE

### 1.1. MOBILISATION ET DÉMOBILISATION TERRESTRE

- .1 Cet article comprend la conception des travaux, l'obtention des autorisations et des permis requis pour l'exécution des travaux, la mobilisation et la démobilisation du personnel de gestion et de supervision, de la main-d'œuvre, des équipements, des outils, des matériaux, des matières consommables, du transport et de tout autre service nécessaire sur les sites terrestres utilisés pour réaliser et compléter les travaux conformément aux spécifications des documents contractuels.
- .2 Le prix forfaitaire de l'article 1.1 comprend aussi sans s'y limiter nécessairement :
  - .1 La caractérisation environnementale de tous les sites utilisés par l'Entrepreneur pour la gestion des matériaux dragués, avant les travaux de l'Entrepreneur sur ces sites, tel que prescrit à la section 01 35 43 – *Protection de l'environnement et développement durable*.
  - .2 La caractérisation environnementale de tous les sites utilisés par l'Entrepreneur pour la gestion des matériaux dragués, après les travaux de l'Entrepreneur sur ces sites, tel que prescrit à la section 01 35 43 – *Protection de l'environnement et développement durable*.
  - .3 L'excavation, le démantèlement, le chargement, le transport et l'élimination hors site dans des lieux autorisés par le MDDELCC de tous les matériaux granulaires formant les chemins, digues, plates-formes de décontamination de l'équipement, l'aire de lavage des débris dragués, etc. à moins d'indication contraire du représentant du Ministère.
  - .4 Le nettoyage et la remise dans leur état initial de tous les sites utilisés par l'Entrepreneur pour l'exécution du Contrat, tel que prescrits aux sections 01 35 13 43 – *Procédures spéciales – Sites contaminés*, 01 35 43 – *Protection de l'environnement et développement durable* et 01 74 11 – *Nettoyage*.
  - .5 La démobilisation terrestre complète de l'Entrepreneur.
  - .6 La quittance des propriétaires de tous les sites utilisés par l'Entrepreneur pour l'exécution de son Contrat.
- .3 La mobilisation et la démobilisation terrestre feront l'objet de paiements forfaitaires au montant indiqué par le Soumissionnaire à l'article 1.1 – *Mobilisation et démobilisation terrestre* du Tableau des prix.

#### Mesurage

La mobilisation et la démobilisation terrestre ne feront pas l'objet d'un mesurage pour fin de paiement. L'article 1.1 sera payé selon les modalités indiquées au point 8 de la Section *Généralités* ci-dessus.

## 1.2. DÉMOBILISATION ET REMOBILISATION TERRESTRE

- .1 Cet article comprend la conception des travaux, l'obtention des autorisations et des permis requis pour l'exécution des travaux, la démobilisation partielle en 2015 et la remobilisation en 2016 du personnel de gestion et de supervision, de la main-d'œuvre, des équipements, des outils, des matériaux, des matières consommables, du transport et de tout autre service nécessaire sur les terrains utilisés pour réaliser et compléter les Travaux en option conformément aux spécifications des documents contractuels.
- .2 Le prix forfaitaire de l'article 1.2 comprendra également le nettoyage et l'hibernation de ses installations terrestres avant sa démobilisation terrestre partielle en 2015.
- .3 La démobilisation partielle en 2015 et la remobilisation terrestre en 2016 feront l'objet de paiements forfaitaires au montant indiqué par le Soumissionnaire à l'article 1.2 – *Démobilisation et remobilisation terrestre* du Tableau des prix.

### Mesurage

La démobilisation partielle en 2015 et la remobilisation terrestre en 2016 ne feront pas l'objet d'un mesurage pour fin de paiement. L'article 1.2 sera payé selon les modalités indiquées au point 8 de la Section *Généralités* ci-dessus, seulement si l'Entrepreneur a complété les Travaux de base en 2015 et que le Canada a décidé de se prévaloir des services optionnels.

## 1.3. MOBILISATION ET DÉMOBILISATION MARITIME

- .1 Cet article comprend la conception des travaux, l'obtention des autorisations et des permis requis pour l'exécution des travaux, la mobilisation et la démobilisation du personnel de gestion et de supervision, de la main-d'œuvre, des équipements, des outils, des matériaux, des matières consommables, du transport et de tout autre service nécessaire sur le quai commercial de Gaspé et dans la partie aquatique de la Zone d'intervention montrée au dessin ENV1, ainsi qu'aux principales installations de chantier, pour réaliser et compléter les travaux conformément aux spécifications des documents contractuels.
- .2 Le prix forfaitaire de l'article 1.3 comprend aussi sans s'y limiter nécessairement :
  - .1 L'enlèvement de tous les matériaux, équipements, outils, etc. installés sur le quai commercial de Gaspé.
  - .2 Le nettoyage et la remise dans leur état initial de tous les sites utilisés par l'Entrepreneur pour l'exécution du Contrat tel que prescrits aux sections 01 35 13 43 – *Procédures spéciales – Sites contaminés*, 01 35 43 – *Protection de l'environnement et développement durable* et 01 74 11 - *Nettoyage*.
  - .3 La démobilisation maritime complète de l'Entrepreneur.
  - .4 La quittance des propriétaires de tous les sites utilisés par l'Entrepreneur pour l'exécution de son Contrat.
- .3 La mobilisation et la démobilisation maritime feront l'objet de paiements forfaitaires au montant indiqué par l'Entrepreneur à l'article 1.3 – *Mobilisation et démobilisation maritime* du Tableau des prix.

### Mesurage

La mobilisation et la démobilisation maritime ne feront pas l'objet d'un mesurage pour fin de paiement. L'article 1.3 sera payé selon les modalités indiquées au point 8 de la Section *Généralités* ci-dessus.

#### 1.4. DÉMOBILISATION ET REMOBILISATION MARITIME

- .1 Cet article comprend la conception des travaux, l'obtention des autorisations et des permis requis pour l'exécution des travaux, la démobilitation partielle en 2015 et la remobilisation en 2016 du personnel de gestion et de supervision, de la main-d'œuvre, des équipements, des outils, des matériaux, des matières consommables, du transport et de tout autre service nécessaire sur le quai commercial de Gaspé et dans la partie aquatique de la Zone d'intervention montrée au dessin ENV1, ainsi qu'aux principales installations de chantier, pour réaliser et compléter les Travaux en option conformément aux spécifications des documents contractuels.
- .2 Le prix forfaitaire de l'article 1.4 comprendra également le nettoyage des sites qu'il a utilisés en 2015, la démobilitation complète de ses installations sur le quai commercial de Gaspé et l'hibernation de ses installations avant sa démobilitation maritime partielle en 2015.
- .3 La démobilitation partielle en 2015 et la remobilisation maritime en 2016 feront l'objet de paiements forfaitaires au montant indiqué par l'Entrepreneur à l'article 1.4 – *Mobilisation et démobilitation maritime* du Tableau des prix.

##### Mesurage

La démobilitation partielle en 2015 et la remobilisation maritime en 2016 ne feront pas l'objet d'un mesurage pour fin de paiement. L'article 1.4 sera payé selon les modalités indiquées au point 8 de la Section *Généralités* ci-dessus, seulement si l'Entrepreneur a complété les Travaux de base en 2015 et que le Canada a décidé de se prévaloir des services optionnels.

#### 1.5. INSTALLATIONS DE CHANTIER – TRAVAUX DE BASE

- .1 Cet article comprend la fourniture du personnel de gestion et de supervision, de la main-d'œuvre, des équipements, des outils, des matériaux, des matières consommables, du transport et de tous les autres services nécessaires pour concevoir et préparer les sites utilisés par l'Entrepreneur pour exécuter le Contrat ainsi que pour concevoir, installer et fournir des services de chantier et exploiter et entretenir les installations afin de réaliser les travaux selon les détails donnés dans les documents contractuels.
- .2 Le prix forfaitaire de l'article 1.5 comprend la conception, la fourniture, l'installation, l'exploitation et l'entretien de tous les services de chantier temporaires requis tel que décrits à la section 01 52 00 – *Installations de chantier*, ainsi que les éléments suivants, sans s'y limiter nécessairement :
  - .1 Des ouvrages de contrôle de l'érosion (clôtures anti-érosion, dispositifs de restriction d'écoulement, bermes, etc.) le tout selon les exigences des sections 01 35 13 43 – *Procédures spéciales – Sites contaminés* et 01 35 43 – *Protection de l'environnement et développement durable*.
  - .2 Des procédures et de l'équipement de protection et de régulation et de la circulation terrestre et maritime selon les exigences de la section 01 35 00 06 – *Procédures spéciales – Régulation de la circulation*.
  - .3 Des procédures, de l'équipement et des matériaux de contrôle des poussières et de nettoyage des voies publiques.
  - .4 Des procédures et de l'équipement de gestion, de réduction et d'élimination des matières résiduelles produites sur les sites utilisés par l'Entrepreneur.
  - .5 Des procédures de protection des eaux du havre de Gaspé contre les espèces envahissantes et leur mise en œuvre.
  - .6 Des systèmes de traitement des eaux usées ou contaminées produites sur les sites utilisés par l'Entrepreneur.
  - .7 Des systèmes de prévention de la pollution de l'air sur les sites utilisés par l'Entrepreneur.
  - .8 Des procédures et de l'équipement d'urgence en cas de déversement de toute matière pouvant contaminer l'environnement.
  - .9 Un dispositif aux aires de transbordement permettant d'éviter que les matériaux dragués échappés ou déversés lors du transbordement ne se retrouvent dans le plan d'eau.
  - .10 Des méthodes de protection de l'habitat du poisson, de protection de la flore, de l'habitat terrestre, du bien-être de la population, des activités et des infrastructures commerciales et industrielles dans le havre de

- Gaspé et de la sécurité du public et des usagers selon les exigences de la section 01 35 43 – *Protection de l'environnement et développement durable*, et leur mise en œuvre.
- .11 Un système d'ancrage de l'équipement de dragage.
- .3 Le prix forfaitaire de l'article 1.5 comprend la conception, la fourniture, l'installation, l'exploitation et l'entretien :
- .1 D'ouvrages temporaires (chemins d'accès, aires de transbordement, aire de lavage des débris retirés des zones de dragage, bassins, digues, aires pour l'entreposage, l'assèchement ou le traitement des matériaux dragués, tranchées et fossés de drainage, etc.) sur les sites utilisés par l'Entrepreneur lorsque requis pour l'exécution du Contrat.
- .2 D'une aire de décontamination de l'équipement sur ou à la sortie de chaque site utilisé par l'Entrepreneur pour l'exécution du Contrat.
- .3 D'une aire de lavage des débris retirés des zones de dragage.
- .4 D'un système d'assèchement ou de traitement des matériaux dragués lorsque requis par la méthode de travail retenue par l'Entrepreneur et autorisée par le MDDELCC. Sont exclus du prix forfaitaire du présent article, l'exploitation et l'entretien du système d'assèchement ou de traitement des matériaux dragués; ces travaux sont inclus dans les articles 2.2 et 2.4 des postes à prix unitaire.
- .5 De l'aire de décontamination de l'équipement, tel que prescrit à la section 01 35 13 43 – *Procédures spéciales – Sites contaminés*.
- .6 De l'aire de lavage des débris tel que prescrit à la section 35 20 23A – *Gestion des matériaux dragués*.
- .7 D'un système d'assèchement ou de traitement des matériaux dragués lorsque requis par la méthode de travail retenue par l'Entrepreneur et autorisée par le MDDELCC. Sont exclus du prix forfaitaire du présent article, l'exploitation et l'entretien du système d'assèchement ou de traitement des matériaux dragués; ces travaux sont inclus dans les articles 2.2 et 2.4 des postes à prix unitaire.
- .4 Le prix forfaitaire de l'article 1.5 comprend la fourniture d'une embarcation et d'un poste à quai pour deux (2) embarcations ainsi que le déplacement des embarcations d'un point de mise à l'eau à un autre, l'approvisionnement en essence pour les deux (2) embarcations, le remplacement de tout équipement défectueux ou manquant, la fourniture des assurances et l'obtention de tous les permis et immatriculations tel que décrit dans la section 01 52 00 – *Installations de chantier*.

### **Mesurage**

Il n'y aura pas de mesurage pour fins de paiement de l'article 1.5. L'article 1.5 sera payé selon les modalités indiquées au point 8 de la Section *Généralités* ci-dessus.

### **1.6. INSTALLATIONS DE CHANTIER – TRAVAUX EN OPTION**

- .1 Cet article comprend la fourniture du personnel de gestion et de supervision, de la main-d'œuvre, des équipements, des outils, des matériaux, des matières consommables, du transport et de tous les autres services nécessaires pour concevoir et préparer les sites utilisés par l'Entrepreneur pour exécuter le Contrat ainsi que pour concevoir, installer et fournir des services de chantier et exploiter et entretenir les installations afin de réaliser les Travaux en option selon les détails donnés dans les documents contractuels.
- .2 Le prix forfaitaire de l'article 1.6 comprend la conception, la fourniture, l'installation, l'exploitation et l'entretien de tous les services de chantier temporaires requis en 2016 tel que décrits à la section 01 52 00 – *Installations de chantier*, ainsi que les éléments suivants, sans s'y limiter nécessairement :
- .1 Des ouvrages de contrôle de l'érosion (clôtures anti-érosion, dispositifs de restriction d'écoulement, bermes, etc.) le tout selon les exigences des sections 01 35 13 43 – *Procédures spéciales – Sites contaminés* et 01 35 43 – *Protection de l'environnement et développement durable*.
- .2 Des procédures et de l'équipement de protection et de régulation et de la circulation terrestre et maritime selon les exigences de la section 01 35 00 06 – *Procédures spéciales – Régulation de la circulation*.
- .3 Des procédures, de l'équipement et des matériaux de contrôle des poussières et de nettoyage des voies publiques.

- .4 Des procédures et de l'équipement de gestion, de réduction et d'élimination des matières résiduelles produites sur les sites utilisés par l'Entrepreneur.
  - .5 Des procédures de protection des eaux du havre de Gaspé contre les espèces envahissantes et leur mise en œuvre.
  - .6 Des systèmes de traitement des eaux usées ou contaminées produites sur les sites utilisés par l'Entrepreneur.
  - .7 Des systèmes et de l'équipement de prévention de la pollution de l'air sur les sites utilisés par l'Entrepreneur.
  - .8 Des procédures et de l'équipement d'urgence en cas de déversement de toute matière pouvant contaminer l'environnement.
  - .9 Un dispositif aux aires de transbordement permettant d'éviter que les matériaux dragués échappés ou déversés lors du transbordement ne se retrouvent dans le plan d'eau.
  - .10 Des méthodes de protection de l'habitat du poisson, de protection de la flore, de l'habitat terrestre, du bien-être de la population, des activités et des infrastructures commerciales et industrielles dans le havre de Gaspé et de la sécurité du public et des usagers selon les exigences de la section 01 35 43 – *Protection de l'environnement et développement durable*, et leur mise en œuvre.
  - .11 Un système d'ancrage de l'équipement de dragage.
- .3 Le prix forfaitaire de l'article 1.6 comprend la conception, la fourniture, l'installation, l'exploitation et l'entretien :
- .1 D'ouvrages temporaires (chemins d'accès, aires de transbordement, aire de lavage des débris retirés des zones de dragage, bassins, digues, aires pour l'entreposage, l'assèchement ou le traitement des matériaux dragués, tranchées et fossés de drainage, etc.) sur les sites utilisés par l'Entrepreneur lorsque requis pour l'exécution du Contrat.
  - .2 D'une aire de décontamination de l'équipement sur chaque site utilisé par l'Entrepreneur pour l'exécution du Contrat.
  - .3 D'une aire de lavage des débris retirés des zones de dragage.
  - .4 D'un système d'assèchement ou de traitement des matériaux dragués lorsque requis par la méthode de travail retenue par l'Entrepreneur et autorisée par le MDDELCC. Sont exclus du prix forfaitaire du présent article, l'exploitation et l'entretien du système d'assèchement ou de traitement des matériaux dragués; ces travaux sont inclus dans les articles 2.2 et 2.4 des postes à prix unitaire.
  - .5 De l'aire de décontamination de l'équipement tel que prescrit à la section 01 35 13 43 – *Procédures spéciales – Sites contaminés*.
  - .6 De l'aire de lavage des débris tel que prescrit à la section 35 20 23A – *Gestion des matériaux dragués*.
  - .7 D'un système d'assèchement ou de traitement des matériaux dragués lorsque requis par la méthode de travail retenue par l'Entrepreneur et autorisée par le MDDELCC. Sont exclus du prix forfaitaire du présent article, l'exploitation et l'entretien du système d'assèchement ou de traitement des matériaux dragués; ces travaux sont inclus dans les articles 2.2 et 2.4 des postes à prix unitaire.
- .4 Le prix forfaitaire de l'article 1.6 comprend la fourniture d'une embarcation et d'un poste à quai pour deux (2) embarcations ainsi que le déplacement des embarcations d'un point de mise à l'eau à un autre, l'approvisionnement en essence pour les deux (2) embarcations, le remplacement de tout équipement défectueux ou manquant, la fourniture des assurances « tous risques » et « responsabilité civile » et l'obtention de tous les permis et immatriculations tel que décrit dans la section 01 52 00 – Installations de chantier.

### **Mesurage**

Il n'y aura pas de mesurage pour fins de paiement de l'article 1.6. L'article 1.6 sera payé selon les modalités indiquées au point 8 de la Section *Généralités* ci-dessus, seulement si l'Entrepreneur a complété les Travaux de base en 2015 et que le Canada a décidé de se prévaloir des services optionnels.

## 1.7. RIDEAU DE CONFINEMENT

- .1 L'article 1.7 comprend la conception des travaux ainsi que la fourniture du personnel de gestion et de supervision, de la main-d'œuvre, des équipements, des outils, des matériaux, des matières consommables, du transport et de tous les autres services requis pour assurer en tout temps le confinement des travaux de dragage lorsque ceux-ci se déroulent dans les Polygones de dragage A, B, C, D ou E à l'aide d'un rideau de confinement ou de tout autre ouvrage ou toute autre méthode approuvée par le représentant du Ministère, tel que décrit à la section 35 20 23 – *Dragage*.

### Mesurage

Il n'y aura pas de mesurage aux fins de paiement de l'article 1.7. Soixante pourcent (60 %) du montant forfaitaire seront versés à l'Entrepreneur à l'achèvement de l'installation des rideaux de confinement afin d'effectuer le dragage du premier Polygone de dragage (Polygone A) et après avoir complété cinq (5) jours de dragage.

Le paiement du montant susmentionné ne pourra pas excéder dix pour cent (10 %) de la valeur totale du Contrat. La portion restante sera payée une fois les travaux de dragage complétés dans les polygones A à E.

## 2. POSTES À PRIX UNITAIRE

### 2.1. DRAGAGE

- .1 L'article 2.1 comprend la conception des travaux, la fourniture du personnel de gestion et de supervision, de la main-d'œuvre, des équipements, des outils, des matériaux, des matières consommables, du transport et de tous les autres services requis pour réaliser les travaux de dragage tel que décrits à la section 35 20 23 – *Dragage* et illustrés aux dessins, sous la surveillance du représentant du Ministère. Les travaux de dragage doivent être réalisés à l'intérieur des polygones A à G pour les travaux de base et à l'intérieur des polygones H à L pour les travaux en option, selon les épaisseurs montrées sur les dessins. Durant les travaux de dragage, l'Entrepreneur doit ségréguer les matériaux dragués sous la supervision du représentant du Ministère, en se fondant sur les résultats d'analyses disponibles et sur une observation visuelle des matériaux. De plus, les matériaux dragués du Polygone de dragage A doivent être ségrégués du reste des matériaux dragués.
- .2 Le prix de l'article 2.1 comprend également sans s'y limiter nécessairement :
  - .1 Le temps d'attente pour toutes les activités de l'Entrepreneur lors d'arrêts de dragage, sauf dans les cas payables à l'article 2.5 du Tableau des prix.
  - .2 Les pertes de temps et les dépenses encourues particulièrement pour (1) le touage de son équipement de dragage, ou pour (2) toute perte de temps ou dommage causé par les orages, le feu, les collisions ou autrement, soit en cours de route et/ou vers l'endroit de dragage, de/ou vers l'aire de transbordement ou durant la période d'utilisation de l'équipement dans le cadre des présents travaux, ou pour (3) les retards, les dommages ou les accidents qui pourraient être provoqués par la rencontre de débris de toute nature, par d'autres travaux entrepris concurremment dans le même secteur par d'autres.

### Mesurage

Les travaux de dragage dans les polygones A à L incluant toutes les activités décrites à l'article 2.1 ci-dessus et dans la section 35 20 23 – *Dragage* seront payés au mètre cube en place. Le volume payable sera déterminé par le représentant du Ministère. Le volume maximum payable pour un (1) Polygone de dragage correspond au produit de la superficie de ce polygone et de l'épaisseur à draguer dans ce polygone, tel que montré au dessin ENV4.

Le volume de sur-dragage ne sera pas mesuré pour fin de paiement. Le dragage des pentes latérales à la limite de la zone à draguer ne sera pas mesuré aux fins de paiement. Les matériaux charriés, sédimentés, s'étant éboulés ou ayant flués dans la zone de dragage et qui doivent être dragués pour atteindre les épaisseurs prescrites au dessin ENV4 ne seront pas mesurés aux fins de paiement. Le coût associé au façonnage des pentes latérales situées à l'extérieur de la limite des zones à draguer devra être inclus au prix de l'article 2.1 du Tableau des prix.

Dans le cas où l'épaisseur de dragage d'une certaine surface n'aurait pu être atteinte et que ce soit accepté par le représentant du Ministère (par ex. refus au roc), le volume payé sera le différentiel entre l'élévation initiale et finale multiplié par la surface en question.

Le représentant du Ministère effectuera seulement deux (2) levés bathymétriques après dragage à ses frais : un (1) sondage de vérification et un (1) sondage final. Tous levés supplémentaires et le temps d'attente du représentant du Ministère seront facturés à l'Entrepreneur sur une base horaire selon les modalités suivantes :

- .1 Taux horaire de \$ 300,00.
- .2 Sera considéré comme du temps d'attente du Ministère toute période excédant vingt-quatre (24) heures entre la fin du sondage de vérification et le début du sondage final après dragage.
- .3 Le temps d'attente du Ministère sera comptabilisé par le représentant du Ministère sur le site à raison de huit (8) heures par jour, soit de 08h00 à 16h00; si des levés sont requis par l'Entrepreneur à l'extérieur de cette période, ils seront également facturés à l'Entrepreneur comme du temps d'attente.
- .4 Les frais reliés au temps d'attente du Ministère seront déduits des décomptes progressifs de l'Entrepreneur.

## 2.2. GESTION DES MATÉRIAUX DRAGUÉS

- .1 L'article 2.2 comprend la conception des travaux, la fourniture du personnel de gestion et de supervision, de la main-d'œuvre, des équipements, des outils, des matériaux, des matières consommables, du transport et de tous les autres services requis pour réaliser la gestion des matériaux dragués, à l'intérieur des polygones A à G pour les travaux de base et à l'intérieur des polygones H à L pour les travaux en option, tel que décrits à la section 35 20 23A – *Gestion des matériaux dragués*, sous la surveillance du représentant du Ministère. L'Entrepreneur doit assurer le fonctionnement adéquat de ses équipements de transport et de gestion des matériaux dragués afin de minimiser les nuisances et de respecter en tout temps les exigences de la section 01 35 43 – *Protection de l'environnement et développement durable* ainsi que celles du Décret et du certificat d'autorisation à obtenir du MDDELCC.
- .2 Le prix de l'article 2.2 comprend sans s'y limiter nécessairement :
  - .1 La localisation et la protection des ouvrages, structures et infrastructures présents dans et autour des sites utilisés par l'Entrepreneur pour la gestion des matériaux dragués.
  - .2 La protection de l'environnement lors de la gestion des matériaux dragués sur les sites utilisés par l'Entrepreneur et lors de leur transport aux sites de gestion finale, conformément aux exigences des documents contractuels, du Décret et des autorisations et permis à obtenir des autorités compétentes.
  - .3 Le temps d'attente pour toutes les activités de l'Entrepreneur lors d'arrêts de dragage, sauf dans les cas payables à l'article 2.5 du Tableau des prix.
- .3 La caractérisation environnementale des sites utilisés par l'Entrepreneur pour la gestion des matériaux dragués, avant et après les travaux, est payable à l'article 1.1.

### Mesurage

La gestion des matériaux dragués incluant toutes les activités décrites à l'article 2.2 ci-dessus et dans la section 35 20 23A – *Gestion des matériaux dragués* sera payée au mètre cube en place, selon les quantités payables à l'article 2.1, peu importe la nature (débris ou sédiments) et le niveau de contamination des matériaux dragués.

L'Entrepreneur doit remettre un manifeste de transport et deux (2) billets de pesée (un pour chacune des deux pesées exigées, soit une au départ de la Zone d'intervention et une à l'arrivée au site de gestion finale des matériaux dragués) au représentant du Ministère pour chaque chargement de matériaux expédié aux sites de gestion finale autorisés par les autorités compétentes (par ex. MDDELCC au Québec) pour recevoir le paiement pour la gestion finale des matériaux dragués.

Les quantités payables à l’article 2.2 seront déterminées par le représentant du Ministère d’après une méthode utilisant à la fois le calcul des quantités de matériaux dragués gérés hors site et un pourcentage d’avancement des travaux de gestion des matériaux dragués. Cette méthode repose sur les données théoriques suivantes :

- .1 Le volume de matériaux dragués et asséchés à une teneur en eau de 50 % représente 91 % du volume de matériaux en place avant dragage.
- .2 La masse volumique des matériaux dragués et asséchés à une teneur en eau de 50 % est de 1 753 kg par mètre cube.
- .3 Une (1) tonne métrique de matériaux dragués et asséchés à une teneur en eau de 50 % représente 0,627 m<sup>3</sup> de matériaux en place avant dragage.

Les quantités de l’article 2.2 seront payées au mètre cube en place en utilisant les données théoriques ci-dessus pour convertir les masses de matériaux dragués et asséchés gérés hors site en mètres cubes en place avant dragage, jusqu’à concurrence de 75 % des quantités inscrites pour cet article au Tableau des prix. Un paiement couvrant le reste des quantités inscrites pour l’article 2.2 au Tableau des prix (25 %) pourra être réclamé par l’Entrepreneur une fois que tous les matériaux dragués auront été gérés hors site, suite au dépôt des manifestes de transport et des billets de pesée auprès du représentant du Ministère et à l’émission par ce dernier du certificat d’achèvement définitif des travaux.

### 2.3. DRAGAGE SUPPLÉMENTAIRE

- .1 L’article 2.3 comprend la conception des travaux, la fourniture du personnel de gestion et de supervision, de la main-d’œuvre, des équipements, des outils, des matériaux, des matières consommables, du transport et de tous les autres services requis pour réaliser les travaux de dragage supplémentaire, sous la surveillance du représentant du Ministère. Les travaux de dragage supplémentaire doivent être réalisés à l’intérieur des polygones A à G pour les travaux de base et à l’intérieur des polygones H à L pour les travaux en option, selon les épaisseurs spécifiées par le représentant du Ministère en cours de dragage et selon les exigences de la section 35 20 23 – *Dragage*. Le Canada ne s’engage pas à réaliser des travaux de dragage supplémentaires dans les Polygones de dragage A à L.
- .2 Le prix de l’article 2.3 comprend sans s’y limiter nécessairement :
  - .1 Le temps d’attente pour toutes les activités de l’Entrepreneur lors d’arrêts de dragage, sauf dans les cas payables à l’article 2.5 du Tableau des prix.
  - .2 Les pertes de temps et des dépenses encourues particulièrement pour (1) le touage de son équipement de dragage, ou pour (2) toute perte de temps ou dommage causé par les orages, le feu, les collisions ou autrement, soit en cours de route et/ou vers l’endroit de dragage, de/ou vers l’aire de transbordement ou durant la période d’utilisation de l’équipement dans le cadre des présents travaux, ou pour (3) les retards, les dommages ou les accidents qui pourraient être provoqués par la rencontre de débris de toute nature, par d’autres travaux entrepris concurremment dans le même secteur par d’autres.

#### Mesurage

Les travaux de dragage supplémentaire dans les polygones A à L incluant toutes les activités décrites à l’article 2.3 ci-dessus et dans la section 35 20 23 – *Dragage* seront payés au mètre cube en place. Le volume payable sera déterminé par le représentant du Ministère. Le volume maximum payable pour un Polygone de dragage correspond au produit de la superficie à draguer dans ce polygone et de l’épaisseur théorique supplémentaire à draguer dans ce polygone, tel que spécifié par le représentant du Ministère en cours de dragage, à partir de l’élévation relevée après les travaux de dragage payés à l’article 2.1.

Le volume de sur-dragage ne sera pas mesuré aux fins de paiement. Le dragage des pentes latérales à la limite de la zone à draguer ne sera pas mesuré aux fins de paiement. Les matériaux charriés, sédimentés, s’étant éboulés ou ayant flués dans la zone de dragage et qui doivent être dragués pour atteindre les épaisseurs spécifiées par le représentant du Ministère en cours de dragage ne seront pas mesurés aux fins de paiement. Le coût associé au façonnage des pentes latérales situées à l’extérieur de la limite des zones à draguer devra être inclus au prix de l’article 2.3 du Tableau des prix.

Dans le cas où l'épaisseur de dragage d'une certaine surface n'aurait pu être atteinte et que ce soit accepté par le représentant du Ministère (par ex refus au roc), le volume payé sera le différentiel entre l'élévation initiale et finale multiplié par la surface en question.

Le représentant du Ministère effectuera seulement deux (2) levés bathymétriques après dragage à ses frais : un (1) sondage de vérification et un (1) sondage final. Tous levés supplémentaires et le temps d'attente du représentant du Ministère seront facturés à l'Entrepreneur sur une base horaire selon les modalités suivantes :

- .1 Taux horaire de \$ 300,00.
- .2 Sera considéré comme du temps d'attente du Ministère toute période excédant vingt-quatre (24) heures entre la fin du sondage de vérification et le début du sondage final après dragage.
- .3 Le temps d'attente du Ministère sera comptabilisé par le représentant du Ministère sur le site à raison de huit (8) heures par jour, soit de 08h00 à 16h00; si des levés sont requis par l'Entrepreneur à l'extérieur de cette période, ils seront également facturés à l'Entrepreneur comme du temps d'attente du Ministère.
- .4 Les frais reliés au temps d'attente du Ministère seront déduits des décomptes progressifs de l'Entrepreneur.

## 2.4. GESTION DES MATÉRIAUX DRAGUÉS SUPPLÉMENTAIRES

- .1 L'article 2.4 comprend la conception des travaux, la fourniture du personnel de gestion et de supervision, de la main-d'œuvre, des équipements, des outils, des matériaux, des matières consommables, du transport et de tous les autres services requis pour réaliser la gestion des matériaux dragués lors des travaux de dragage supplémentaire, à l'intérieur des polygones A à G pour les travaux de base et à l'intérieur des polygones H à L pour les travaux en option, tel que décrits à la section 35 20 23A – *Gestion des matériaux dragués*, sous la surveillance du représentant du Ministère. Le Canada ne s'engage pas à réaliser des travaux de dragage supplémentaires dans les Polygones de dragage A à L ni ne s'engage à réaliser des travaux de gestion des matériaux dragués supplémentaires.
- .2 Le prix de l'article 2.4 comprend sans s'y limiter nécessairement :
  - .1 La localisation et la protection des ouvrages, structures et infrastructures présents dans et autour des sites utilisés par l'Entrepreneur pour la gestion des matériaux dragués supplémentaires.
  - .2 La protection de l'environnement lors de la gestion des matériaux dragués supplémentaires sur les sites utilisés par l'Entrepreneur et lors de leur transport aux sites de gestion finale, conformément aux exigences des documents contractuels, du Décret et des autorisations et permis à obtenir des autorités compétentes.
  - .3 Le temps d'attente pour toutes les activités de l'Entrepreneur lors d'arrêts de dragage, sauf dans les cas payables à l'article 2.5 du Tableau des prix.
- .3 La caractérisation environnementale des sites utilisés par l'Entrepreneur pour la gestion des matériaux dragués, avant et après les travaux, est payable à l'article 1.1.

### Mesurage

La gestion des matériaux dragués supplémentaires incluant toutes les activités décrites à l'article 2.4 ci-dessus et dans la section 35 20 23A – *Gestion des matériaux dragués* sera payée au mètre cube en place, selon les quantités payables à l'article 2.3, peu importe la nature (débris ou sédiments) et le niveau de contamination des matériaux dragués.

L'Entrepreneur doit remettre un manifeste de transport et deux (2) billets de pesée (un pour chacune des deux pesées exigées, soit une au départ de la Zone d'intervention et une à l'arrivée au site de gestion finale des matériaux dragués) au représentant du Ministère pour chaque chargement de matériaux expédié aux sites de gestion finale autorisés par les autorités compétentes (par ex. MDDELCC au Québec) pour recevoir le paiement pour la gestion finale des matériaux dragués supplémentaires.

Les quantités payables à l'article 2.4 seront déterminées par le représentant du Ministère d'après une méthode utilisant à la fois le calcul des quantités de matériaux dragués gérés hors site et un pourcentage d'avancement des travaux de gestion des matériaux dragués. Cette méthode repose sur les données théoriques suivantes :

- .1 Le volume de matériaux dragués et asséchés à une teneur en eau de 50 % représente 91 % du volume de matériaux en place avant dragage.
- .2 La masse volumique des matériaux dragués et asséchés à une teneur en eau de 50 % est de 1 753 kg par mètre cube.
- .3 Une (1) tonne métrique de matériaux dragués et asséchés à une teneur en eau de 50 % représente 0,627 m<sup>3</sup> de matériaux en place avant dragage.

Les quantités de l'article 2.4 seront payées au mètre cube en place en utilisant les données théoriques ci-dessus pour convertir les masses de matériaux dragués et asséchés gérés hors site en mètres cubes en place avant dragage, jusqu'à concurrence de 75 % des quantités inscrites pour cet article au Tableau des prix. Par la suite, un paiement couvrant le reste des quantités inscrites pour l'article 2.4 au Tableau des prix (25 %) pourra être réclamé par l'Entrepreneur une fois que tous les matériaux dragués supplémentaires auront été gérés hors site, suite au dépôt des manifestes de transport et des billets de pesée auprès du représentant du Ministère et à l'émission par ce dernier du certificat d'achèvement définitif des travaux.

## 2.5. TEMPS D'ATTENTE

- .1 L'article 2.5 comprend tous les frais directs et indirects encourus par l'Entrepreneur durant les périodes d'attente, que ce soit pour ses activités maritimes ou pour ses activités terrestres. Aucun paiement additionnel au prix unitaire soumissionné ne sera consenti à l'Entrepreneur pour les périodes d'attente.
- .2 Le temps d'attente indemnisable à l'Entrepreneur couvre l'arrêt des travaux causé par :
  - .1 La découverte de munitions dans le fond marin empêchant la continuité des travaux de dragage.
  - .2 L'interdiction complète d'opérer sur le quai pour éviter une situation jugée non sécuritaire par le Maître du port ou par les compagnies pétrolières (notamment Irving et Valero) lors des opérations de transbordement de produits pétroliers sur le quai commercial de Gaspé.
  - .3 Le mauvais temps empêchant la surveillance de la qualité de l'eau pour les matières en suspension et la turbidité par le représentant du Ministère.
- .3 Sans s'y limiter nécessairement, aucun temps d'attente ne sera rémunéré à l'Entrepreneur pour les délais ou les arrêts occasionnés par :
  - .1 Les levés hydrographiques du représentant du Ministère.
  - .2 La présence d'engins de pêche dans la Zone d'intervention.
  - .3 La navigation maritime dans le Havre de Gaspé et près du quai commercial de Gaspé.
  - .4 Les restrictions d'utilisation du quai reliées à l'application du code ISPS, tel que spécifié aux articles 1.4.11 et 1.4.12 de la Section 01 14 00 – *Restrictions visant les travaux*.
  - .5 Les ajustements opérationnels de la performance des travaux de l'Entrepreneur.
  - .6 Les conditions météorologiques ou les conditions de navigation, autres que celles où le mauvais temps empêche la surveillance de la qualité de l'eau pour les matières en suspension et la turbidité par le représentant du Ministère.

### Mesurage

Le temps d'attente indemnisable à l'Entrepreneur sera payé à l'heure. Le temps d'attente sera calculé de la manière suivante :

- .1 Le temps d'attente se calculera à partir du moment suivant l'Ordre émis par le représentant du Ministère et se terminera lorsque cet Ordre sera levé.
- .2 Le temps d'attente indemnisable sera limité à un maximum de douze (12) heures par jour (sans toutefois dépasser la moyenne du nombre d'heures d'opération journalière des six (6) derniers jours ouvrables) et à un maximum de six (6) jours par semaine.

**AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES : INSCRIRE LES NOMS ET PRÉNOMS DES ADMINISTRATEURS ET OU PROPRIÉTAIRES DE L'ENTREPRISE**

This image shows a blank sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.

## APPENDICE 3– ATTESTATION D’ASSURANCE



Travaux publics et  
Services gouvernementaux  
Canada

Public Works and  
Government Services  
Canada

## ATTESTATION D’ASSURANCE

Page 1 de 2

Description et emplacement des travaux	N° de contrat.
	N° de projet

Nom de l’assureur, du courtier ou de l’agent Code postal	Adresse (N°, rue)	Ville	Province
---	-------------------	-------	----------

Nom de l’assuré (Entrepreneur)	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code Postal
--------------------------------	-------------------	-------	----------	-------------

Assuré additionnel  
**Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux**

Genre d’assurance	Compagnie et N° de la police	Date d’effet J / M / A	Date d’expiration J / M / A	Plafonds de garantie		
<b>Responsabilité civile des entreprises</b> <b>Responsabilité complémentaire/exc édentaire.</b>				Par sinistre	Global général annuel	Global - Risque après travaux
				\$	\$	\$
<b>Responsabilité pollution des entreprises</b>				\$		Global
				<input type="checkbox"/> Par incident <input type="checkbox"/> Par événement		\$
<b>Responsabilité maritime</b>				\$		

J’atteste que les polices ci-dessus ont été émises par des assureurs dans le cadre de leurs activités d’assurance au Canada et que ces polices sont présentement en vigueur, comprennent les garanties et dispositions applicables de la page 2 de l’Attestation d’assurance, incluant le préavis d’annulation ou de réduction de garantie.

Nom de la personne autorisée à signer au nom de(s) (l’)assureur(s) (Cadre, agent, courtier)

Numéro de téléphone

Signature

Date J / M / A



## ATTESTATION D'ASSURANCE

Page 2 de 2

<p><b>Généralités</b></p> <p>Les polices exigées à la page 1 de l'Attestation d'assurance doivent être en vigueur et doivent inclure les garanties énumérées sous le genre d'assurance correspondant de cette page-ci.</p> <p>Les polices doivent assurer l'entrepreneur et doivent inclure, en tant qu'assuré additionnel, Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.</p> <p>Les polices d'assurance doivent comprendre un avenant prévoyant la transmission au Canada d'un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.</p> <p>Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.</p>	<p><b>Responsabilité civile des entreprises</b></p> <p>La garantie d'assurance fournie ne doit pas être substantiellement inférieure à la garantie fournie par la dernière publication du formulaire BAC 2100.</p> <p>La police doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Dynamitage.</li> <li>Battage de pieux et travaux de caisson.</li> <li>Reprise en sous-œuvre.</li> <li>Enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant toute structure ou terrain, que ce support soit naturel ou non, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré.</li> </ol> <p>La police doit comporter:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>un « Plafond par sinistre » d'au moins <b>5 000 000 \$</b>;</li> <li>un « Plafond global général » d'au moins <b>10 000 000 \$</b> par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujetti à une telle limite.</li> <li>un « Plafond pour risque produits/après travaux » d'au moins <b>5 000 000 \$</b>.</li> </ol> <p>Une assurance responsabilité complémentaire ou excédentaire peut être utilisée pour atteindre les plafonds obligatoires.</p>	<p><b>Responsabilité maritime</b></p> <p>La garantie d'assurance doit être fournie par une police d'assurance protection et indemnisation mutuelle et doit comprendre une responsabilité additionnelle en matière de collision et de pollution.</p> <p>L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du groupe international de sociétés d'assurance mutuelle, ou avec un marché fixe, et le montant ne doit pas être inférieur à <b>10 000 000,00\$</b>. La protection doit comprendre les membres d'équipage, s'ils ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail du territoire ou de la province ayant juridiction sur ces employés.</p> <p>La police doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, relativement à toute perte ou dommage au navire, peu en importe la cause.</p>
<p><b>Responsabilité pollution des entreprises</b></p> <p>La limite de responsabilité doit avoir un plafond équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à <b>10 000 000 \$</b> par incident ou par événement et suivant le plafond global.</p>		

## APPENDICE 4 – DESCRIPTION DES ÉQUIPEMENTS FLOTTANTS

### Dragues et autres équipements flottants

Le soumissionnaire déclare, en complétant les tableaux suivants, avoir à sa disposition l'équipement décrit pour l'exécution du projet et être en mesure de réaliser le taux de production unitaire indiqué, en tenant compte des exigences relatives aux matériaux et conditions spécifiés au devis. Le soumissionnaire comprend que l'octroi d'un contrat par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ne confirme pas son acceptation du dit taux de production, mais plutôt que les équipements sont conformes aux qualifications de l'outillage flottant (*floating plant clause*).

#### DRAGUE(S)

	<i>Drague principale</i>	<i>Drague additionnelle (si applicable)</i>
<i>Nom de drague</i>		
<i>No de matricule (Certificat d'immatriculation)</i>		
<i>Type de drague</i>		
<i>Tirant d'eau (m)</i>		
<i>Profondeur de coupe (m)</i>		
<i>Taux de production (m<sup>3</sup>/h)</i>		
<i>Lieu de fabrication *</i>		

\* Si le lieu n'est pas au Canada, fournir un certificat de qualification d'Industrie Canada

**CHALAND(S) / BARGE(S) AUTO-PROPULSÉE(S)**

<i>Nom</i>	<i>Numéro de certificat</i>	<i>Capacité (m³)</i>	<i>Tirant d'eau (m)</i>	<i>Lieu de fabrication *</i>

**REMORQUEUR(S)**

<i>Nom</i>	<i>Numéro de certificat</i>	<i>Capacité (m³)</i>	<i>Tirant d'eau (m)</i>	<i>Lieu de fabrication *</i>

**ÉQUIPEMENTS DE SOUTIEN ET AUTRES ÉQUIPEMENTS FLOTTANTS**

<i>Nom</i>	<i>Numéro de certificat</i>	<i>Capacité (m³)</i>	<i>Tirant d'eau (m)</i>	<i>Lieu de fabrication *</i>

\* Si le lieu n'est pas au Canada, fournir un certificat de qualification d'Industrie Canada

---

### **CERTIFICAT DE QUALIFICATION**

Tous les équipements flottants dont on se sert dans l’exécution de ce projet de dragage **doivent être immatriculés et fabriqués au Canada**. Le soumissionnaire qui veut fournir l’équipement flottant de fabrication non-canadienne doit se procurer un certificat de qualification au ministère fédéral d’Industrie Canada avant de présenter sa soumission et joindre **une copie conforme du certificat à sa soumission**. Il doit adresser sa demande de certificat à :

Directeur Défense et Marine  
Direction générale de l’aérospatiale, de la défense et de la marine  
INDUSTRIE CANADA  
Édifice C.D. Howe – pièce 733C  
235, rue Queen  
Ottawa, Ontario  
K1A 0H5

Attention:  
M. Émile Rochon  
Téléphone : (613) 954-3468  
Télécopieur : (613) 998-6703  
Courriel: rochon.emile@ic.gc.ca

Le Directeur doit avoir reçu la demande au moins quatorze (14) jours avant la date limite de réception des soumissions. Les équipements flottants évalués et acceptés par Industrie Canada peuvent être autorisés à exécuter un projet de dragage. Les demandes de certificat de qualification peuvent être présentées selon la manière donnée à l’appendice 5 ci-après.

---

## APPENDICE 5 – DEMANDE DE CERTIFICAT DE QUALIFICATION DES ÉQUIPEMENTS FLOTTANTS

Le soumissionnaire doit remplir une feuille distincte pour chaque équipement flottant.

1. Nom et adresse du propriétaire

2. Nom et adresse de l’opérateur

3. Nom de l’unité

4. Numéro du certificat d’immatriculation au Canada

5. Type d’unité (dragage, remorqueur, chaland, etc.)

6. Immatriculé au Canada depuis :

7. Date de construction :

8. Nom du chantier naval :

9. Travaux effectués sur l’unité au Canada. Pour chaque série importante de travaux, indiquer :

Date

Chantier naval

Type de travaux

Coût

Pays d’origine de l’équipement installé

10. Si l’unité a changé de propriétaire, indiquer sur une page distincte le nom et l’adresse actuelle du ou des propriétaire(s) précédent(s) pour chaque travail mentionné au point 9.

---

Signature

Date

## APPENDICE 6 – MÉTHODE DE TRAVAIL

Plan sommaire d'exécution des travaux décrivant les méthodes de travail pour le dragage et la gestion des matériaux dragués parmi celles autorisées par le décret.

L'acceptation de la soumission ne constituera pas une acceptation de la méthode de travail détaillée au présent appendice.

### MÉTHODE DE TRAVAIL POUR LE DRAGAGE (incluant une description du type de machinerie et une présentation de la séquence des opérations)

### MÉTHODE DE TRAVAIL POUR LA GESTION DES MATÉRIAUX DRAGUÉS PARMİ CELLES AUTORISÉES PAR LE DÉCRET



## EXPÉRIENCE DE L'ENTREPRISE

Valeur finale du projet:

Description des services (nature et étendus des services, volume de matériaux dragués ou gérés, enjeux ou difficultés rencontrées ainsi que les solutions apportées, toutes autres informations pertinentes):

### Références relatives à ce projet



## APPENDICE 8 – EXPÉRIENCE DU PERSONNEL

DIRECTEUR DE PROJET	
<b>Définition des tâches du directeur de projet:</b> Il est le représentant principal de l’entrepreneur et le premier responsable de la mise en œuvre des travaux. Il assure le respect en tout temps des exigences des dessins et devis du Contrat, la conformité aux normes et politiques et le respect des exigences prescrites aux permis et autorisations obtenus dans le cadre du Projet. Le Directeur de projet planifie et distribue les tâches reliées à l’exécution et au contrôle de la qualité des services demandés. Il doit s’adjoindre du personnel expérimenté pour coordonner et surveiller les activités des corps de métier affectés aux travaux et pour préparer les plans, programmes et rapports requis par le Contrat.	
<b>Nom de l’individu proposé:</b>	

	OUI	NON
A cumulé au moins dix (10) années d’expérience en gestion de projet.		
A réalisé au moins un (1) projet de dragage avec gestion de sédiments contaminés ou un projet de dragage avec gestion des matières en suspension (MES) et de la turbidité nécessitant l’application de mesures d’atténuation particulières et la surveillance des travaux (contrôle) par une firme spécialisée dans le domaine. Cette personne doit avoir occupé, lors de la réalisation dudit projet de dragage avec gestion de sédiments contaminés, un poste similaire à celui pour lequel elle est proposée dans le cadre du présent projet. <u>Au moins une des trois personnes proposées pour un poste clé doit rencontrer ce critère</u>		
A dirigé au moins deux (2) projets d’une valeur de cinq millions de dollars (5 M\$) ou plus et où l’individu proposé était responsable de la sécurité du chantier, de la protection de l’environnement et de la qualité des travaux. Veuillez décrire brièvement dans les cases ci-dessous chacun de ces projet 2 pour démontrer que l’individu possède l’expérience recherchée. Le Canada se réserve le droit de contacter les références pour valider l’information.		

<b>Projet 1 - titre du projet:</b>	
<b>Valeur finale du projet:</b>	
<b>Référence – nom:</b>	
<b>Référence – adresse courriel:</b>	
<b>Description</b>	
<b>Projet 2 - titre du projet:</b>	
<b>Valeur finale du projet:</b>	
<b>Référence – nom</b>	
<b>Référence – adresse courriel</b>	
<b>Description</b>	

### SURINTENDANT DES TRAVAUX DE DRAGAGE

#### Définition des tâches du surintendant des travaux de dragage:

En appui au Directeur de projet, le Surintendant planifie, coordonne et supervise sur le site des travaux les opérations de dragage et d'évacuation des matériaux dragués. Il est responsable du contrôle de la qualité des travaux de dragage et doit assurer leur continuité. Il doit coordonner et surveiller les activités des équipes de dragage dans le respect strict des exigences du Contrat.

**Nom de l'individu proposé:**

	OUI	NON
A cumulé au moins dix (10) années d'expérience à titre de surintendant de travaux de dragage réalisés à partir d'équipements flottants dans des voies navigables commerciales et/ou dans des ports commerciaux.		
A réalisé au moins un (1) projet de dragage avec gestion de sédiments contaminés ou un projet de dragage avec gestion des matières en suspension (MES) et de la turbidité nécessitant l'application de mesures d'atténuation particulières et la surveillance des travaux (contrôle) par une firme spécialisée dans le domaine. Cette personne doit avoir occupé, lors de la réalisation dudit projet de dragage avec gestion de sédiments contaminés, un poste similaire à celui pour lequel elle est proposée dans le cadre du présent projet. <u>Au moins une des trois personnes proposées pour un poste clé doit rencontrer ce critère</u>		
A supervisé au moins deux (2) projets de dragage d'une valeur d'un million de dollars (1 M\$) ou plus pour lesquels il devait appliquer les exigences gouvernementales relatives aux travaux en milieu aquatique. Veuillez décrire brièvement dans les cases ci-dessous chacun de ces projet 2 pour démontrer que l'individu possède l'expérience recherchée. Le Canada se réserve le droit de contacter les références pour valider l'information.		

<b>Projet 1 - titre du projet:</b>	
<b>Valeur finale du projet:</b>	
<b>Référence – nom:</b>	
<b>Référence – adresse courriel:</b>	
<b>Description</b>	
<b>Projet 2 - titre du projet:</b>	
<b>Valeur finale du projet:</b>	
<b>Référence – nom</b>	
<b>Référence – adresse courriel</b>	
<b>Description</b>	

#### RESPONSABLE DE L'ENVIRONNEMENT

##### Définition des tâches du responsable de l'environnement :

Il doit élaborer, approuver, coordonner et effectuer le suivi des plans et programmes de travail afin d'assurer le respect de toutes les exigences environnementales du Contrat, en appui au Directeur de projet. Il assure le respect des exigences des dessins et devis du Contrat en lien avec la protection de l'environnement, la conformité aux normes et politiques environnementales, le suivi de la mise en place des mesures d'atténuation environnementales et le respect des exigences prescrites aux permis obtenus dans le cadre du Projet. À ce titre, il a l'autorité d'arrêter en tout temps les travaux et d'exiger les correctifs nécessaires pour atteindre ces objectifs. Il planifie et distribue les tâches reliées à la protection de l'environnement et à la surveillance environnementale.

Nom de l'individu proposé:

	OUI	NON
A cumulé au moins cinq (5) années d'expérience dans la gestion de sols ou de sédiments contaminés au Québec.		
A réalisé au moins un (1) projet de dragage avec gestion de sédiments contaminés ou un projet de dragage avec gestion des matières en suspension (MES) et de la turbidité nécessitant l'application de mesures d'atténuation particulières et la surveillance des travaux (contrôle) par une firme spécialisée dans le domaine. Cette personne doit avoir occupé, lors de la réalisation dudit projet de dragage avec gestion de sédiments contaminés, un poste similaire à celui pour lequel elle est proposée dans le cadre du présent projet. <u>Au moins une des trois personnes proposées pour un poste clé doit rencontrer ce critère</u>		
A participé à au moins deux (2) projets d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 \$) ou plus à titre de responsable de l'environnement et pour lesquels il devait assurer le suivi de la conformité des travaux à la réglementation applicable des gouvernements fédéral, provincial et municipal et avait l'autorité d'ordonner l'arrêt des travaux advenant le non-respect d'une exigence en matière environnementale. Veuillez décrire brièvement dans les cases ci-dessous chacun de ces projet 2 pour démontrer que l'individu possède l'expérience recherchée. Le Canada se réserve le droit de contacter les références pour valider l'information.		

<b>Projet 1 - titre du projet:</b>	
<b>Valeur finale du projet:</b>	
<b>Référence – nom:</b>	
<b>Référence – adresse courriel:</b>	
<b>Description</b>	
<b>Projet 2 - titre du projet:</b>	
<b>Valeur finale du projet:</b>	
<b>Référence – nom</b>	
<b>Référence – adresse courriel</b>	
<b>Description</b>	